

Crise et division du parti maoïste

samedi 15 septembre 2012, par [DE JONG Alex](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2012).

Sommaire

- [Un pas en avant dans la crise](#)
- [Divisions](#)
- [Fraction rouge](#)
- [Zigzag](#)
- [Sans armée le peuple ne \(...\)](#)
- [Un pas en avant ?](#)

Après dix années d'insurrection maoïste et un coup d'État mené par le roi en 2005, le peuple népalais est descendu dans la rue en avril 2006, forçant le roi à rendre le pouvoir au parlement. Cet événement a marqué la fin du seul royaume hindou au monde mais n'a été qu'une nouvelle étape dans la crise politique continuelle que subit le pays. Le Parti communiste Uni du Népal (Maoïste) — UCPN(M) — est lui-même entré en crise, une crise qui a rendu la scission inévitable.

Au terme de six années, depuis 2006, le gouvernement népalais n'a pas été capable de produire le projet de Constitution qui aurait fondé un nouveau Népal démocratique. À l'origine, l'Assemblée constituante avait été élue en 2008 pour un mandat de deux ans, mais même après plusieurs prolongations de ce mandat cette assemblée reste dans une impasse, incapable qu'elle est de trouver un accord. Ignorant un verdict de la Cour suprême refusant la prolongation du mandat de l'Assemblée constituante, le Premier Ministre et Vice-Président maoïste Baburam Bhattarai a soumis à l'assemblée un projet de loi visant à établir cette prolongation. La Cour suprême l'a attaqué pour outrage et le 28 mai 2012 à minuit, Bhattarai a dissous l'Assemblée constituante et a programmé de nouvelles élections. L'ultime pierre d'achoppement a été le refus par la coalition anti-maoïste dans l'Assemblée constituante d'autoriser les changements dans l'État qui auraient donné une plus grande autonomie à diverses minorités nationales [1]. Dans l'Assemblée constituante, l'UCPN(M) était allié à un parti de la minorité Madhesi. Ce fut la fin du deuxième gouvernement népalais avec une direction maoïste. La droite espère que les élections lui permettront de devenir suffisamment importante, non seulement pour bloquer tout progrès de l'Assemblée constituante comme elle l'a fait au cours des quatre dernières années, mais également pour influencer le cours des débats.

Les maoïstes espèrent que les élections seront une chance de sortir de l'impasse, mais avec le renforcement de la division dans leurs propres rangs, il n'est pas certain qu'ils puissent retrouver la victoire électorale surprise de 2008. À l'intérieur du parti de Bhattarai, l'UCPN(M), qui a mené une décennie de lutte armée et contrôlé la majeure partie du pays avant de signer un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement, la critique de la direction s'est renforcée. Bhattarai et d'autres dirigeants ont été accusés de trahir la révolution et de préparer une scission entreprise depuis des mois. Pour comprendre la crise de l'UCPN(M) et la fin du second gouvernement de coalition dirigé par celui-ci, il est nécessaire de revenir sur l'évolution de la stratégie de ses dirigeants.

Un pas en avant dans la crise

Les négociations entre les partis de l'establishment et les maoïstes, construites selon un cadre établi

en 2005, ont conduit au cessez-le-feu de mai 2006 et à la signature de l'accord de paix générale (Comprehensive Peace Agreement – CPA) en décembre de la même année. Après un long délai, une assemblée chargée d'élaborer une nouvelle constitution et devant fonctionner en tant que parlement intérimaire, a été élue en avril 2008. À la surprise de la plupart des observateurs, les maoïstes ont remporté une immense victoire électorale, remportant un tiers des sièges et devançant le parti le plus important du parlement. Leur président, Pushpa Kamal Dahal, mieux connu sous son nom de guerre Prachanda (« le féroce »), a été nommé Premier Ministre [2].

Mais la crise politique népalaise a continué. Pendant longtemps, la contradiction principale était entre les vieux partis parlementaires, d'une part, et les maoïstes, d'autre part. Le plus important de ces vieux partis était le Nepali Congress (NP) et le Parti Communiste Marxiste-Léniniste Unifié (UML), un parti qui n'est ni marxiste, ni léniniste et qui a soutenu le roi pendant la majeure partie de l'insurrection [3]. Conjointement à d'autres forces de l'establishment, ces partis ont résisté au changement radical et à l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui modifierait à leur détriment les relations de pouvoir existantes. De l'autre côté, se trouvaient les maoïstes qui contrôlaient un appareil et disposaient d'un soutien électoral surpassant largement ceux de tout autre parti pris individuellement, mais étaient relativement peu rompus au jeu de la politique parlementaire et avaient une influence sur les machines politiques basées sur le clientélisme.

Les maoïstes mettaient en avant le fait qu'ils n'avaient pas abandonné leur objectif de révolution sociale et que leur participation au parlement n'était qu'une étape dans cette direction. Selon le maoïsme de l'UCPN(M), la révolution devait passer par deux étapes. La première est la « Nouvelle révolution démocratique », en tant qu'étape vers l'établissement du socialisme. Cette première étape a pour objectif de terminer les tâches « démocratiques bourgeoises » telles que la réforme agraire, l'égalité des droits pour tous les citoyens et l'abolition de la monarchie ainsi que la protection de la souveraineté nationale, particulièrement contre le rival traditionnel qu'est l'Inde. Bien que les maoïstes népalais se fussent prononcés pour le multipartisme, y compris sous le socialisme, ils insistaient sur l'idée que cette première phase devrait être conduite sous la direction des forces révolutionnaires et commencerait immédiatement à construire les bases de la seconde phase, celle de la révolution socialiste [4] [5].

Depuis 2006, les partis de l'establishment et les classes dirigeantes du Népal, avec l'aide des États-Unis et surtout de l'Inde, ont essayé de guider les maoïstes vers une politique parlementaire, institutionnalisée et de les convaincre de remettre à un futur lointain la Nouvelle Révolution Démocratique. Le paysage politique fractionné du Népal est dominé par les réseaux de clientélisme et les partis de l'establishment ont essayé d'intégrer les maoïstes dans ces réseaux et dans les institutions politiques afin de les neutraliser, exactement comme il y a des années, ont été neutralisés les partis qui forment aujourd'hui l'UML [6]. Après une tentative manquée d'insurrection en 2010 et surtout après le désarmement et la dissolution de la branche armée des maoïstes, l'Armée Populaire de Libération (PLA) et après de nombreuses autres concessions consenties par l'UCPN(M), l'inquiétude s'est développée dans le camp dissident devant le succès de cette opération. Cette situation a conduit à une nouvelle contradiction, cette fois-ci au sein même de l'UCPN(M), entre l'aile droite et l'aile gauche du parti.

Divisions

Ces dernières années l'UCPN(M) était en fait divisé en trois centres de pouvoir. L'aile droite était principalement identifiée à Baburam Bhattarai. Éloquent et bénéficiant d'un haut niveau de formation, Bhattarai était le chef de la diplomatie de l'UCPN(M), responsable des contacts avec les autres forces politiques et leader d'un important front uni tel que celui des diverses organisations

nationales de libération des minorités népalaises. Bhattarai est le numéro deux du parti, derrière Prachanda et il est également considéré comme son plus important théoricien. Bhattarai a longtemps affirmé que dans les circonstances géopolitiques actuelles, une révolution avec une orientation socialiste est impossible au Népal. Il pointe comme arguments la situation du Népal, entre la Chine capitaliste et l'Inde pro-américaine, sa faible population ou le manque de ressources naturelles ou de moyens économiques et le faible niveau de développement du pays. Le Népal est peuplé de moins de 30 millions d'habitants. En 1998, deux ans après le lancement de la « guerre populaire » par les maoïstes, environ 82 % de la force de travail du Népal était employée dans le secteur agricole, avec une grande majorité de petits exploitants, des métayers (tenus de remettre aux propriétaires au moins la moitié de leur récolte et d'assurer de fournir des services gratuits en compensation du droit de cultiver un lopin de terre et de bénéficier de la sécurité alimentaire), ou de paysans sans terre. L'agriculture népalaise reste largement sous-développée et se classe parmi les dernières de l'Asie du Sud en termes de rendement et de valeur ajoutée par travailleur [7]. En 2000, le taux d'alphabétisation de la population adulte dépassait à peine 50 % et l'espérance de vie était inférieure à 60 ans [8]. Le travail forcé a été aboli légalement il y a seulement quelques années et existe toujours de facto. L'indice onusien de développement humain classe le Népal au 137^e rang sur un total de 177 pays.

Une autre cause d'instabilité au Népal est l'oppression d'un grand nombre de minorités. Dès avant la guerre populaire, le Népal était officiellement reconnu comme pays « multiethnique » et « multilingue », avec plusieurs « langues nationales ». Mais les exigences du mouvement en faveur de la démocratie pour transformer le Népal en État séculier, débarrassé du statut privilégié de l'hindouisme, furent rejetées. Le Népal resta une monarchie hindoue dans laquelle le roi était vénéré comme un dieu vivant. La politique de l'État favorisait les Hindous et le système de castes restait inchangé. La politique suivie marginalisait une partie importante et très diversifiée de la population népalaise. Officiellement, le pays compte 44 groupes ethniques minoritaires qui regroupent dans leur ensemble, plus du tiers de la population totale. Le système de castes hindou s'applique également aux groupes minoritaires, les reléguant dans les castes les plus basses. Ces groupes sont sous-représentés dans l'appareil d'État comme dans les mandats électoraux et sont désavantagés par la concentration du pouvoir dans la vallée de Katmandou [9]. Les lois sur le mariage, le divorce et l'héritage étaient basées sur les normes hindoues et extrêmement défavorables aux femmes.

Face à cette absence de progrès démocratique et économique, Bhattarai défend l'idée que le Népal doit passer par une nouvelle « phase préliminaire », pré-démocratique, dans laquelle le mouvement progressiste ne se limiterait pas uniquement aux tâches démocratiques, ne toucherait pas la propriété privée, mais encore accepterait l'hégémonie des forces pro-capitalistes [10]. Depuis la signature de l'accord de paix, Bhattarai a pris contact à l'extérieur en Inde et l'UCPN(M) a établi le contact avec le Parti Communiste Indien (Marxiste) qui compte parmi les partis dirigeants dans de grandes parties de l'Inde et qui a une approche « développementaliste » basée sur l'investissement.

Fraction rouge

Dès avant la signature de l'accord de paix, l'approche de Bhattarai était critiquée par d'autres forces à l'intérieur du parti maoïste. Un courant de l'aile gauche du parti se formait parmi les maoïstes, menant dès 2009 à une petite scission derrière Matrika Yadav, un ancien parlementaire et membre du bureau politique, qui affirmait que l'UCPN(M) ne luttait plus sincèrement pour la révolution. Un autre courant significatif de l'aile gauche est alors resté dans le parti. Il s'en sépare également aujourd'hui. Parmi ses dirigeants on remarque Netra Bikram Chand (nom de parti : « Biplab »), Chandra Prakash Gajurel (« aka Gaurav ») et Mohan Vaidya (« aka Kiran »), tous cadres éminents de l'UCPN(M), qui depuis des années ont fait pression en faveur d'une orientation plus radicale et pour

la préparation d'une insurrection en vue de la prise du pouvoir. Le récent désarmement de l'Armée Populaire de Libération apparaît, à leurs yeux, comme le coup de grâce. Depuis lors, en mars 2012, cette fraction a formé un front uni avec des forces à la gauche du parti pour mener campagne contre la politique de la coalition gouvernementale dirigée par l'UCPN(M), devenant de plus en plus véhémement dans la dénonciation de la direction du parti [11]. L'orientation de la nouvelle fraction de l'aile gauche est bien plus classiquement maoïste et met l'accent sur la possibilité (à long terme) d'une révolution armée. L'aile gauche pousse également à plus de coopération avec les maoïstes indiens, le Parti communiste de l'Inde (Maoïste), également connu sous l'appellation « Naxalites », plus attaché que l'UCPN(M) à l'orthodoxie maoïste [12]

Pachanda balançait entre l'aile gauche et l'aile droite, s'alliant tantôt avec l'une, tantôt avec l'autre dans les luttes intenses entre fractions, élaborant des compromis dans les déclarations politiques, se ralliant un mois avec les forces de l'establishment, faisant allusion à l'insurrection le mois suivant mais préservant toujours le pouvoir [13]. Mais aujourd'hui, il semble que l'aile droite du parti a remporté la lutte pour le pouvoir et que l'aile gauche ne fait plus de distinction entre Bhattarai et Prachanda. La dissolution de l'Armée populaire de libération a également été un choc pour la base militante de nombreux dirigeants de l'aile gauche. Dans les organes les plus élevés de la hiérarchie du parti, l'aile droite a également été renforcée par la fusion avec le Parti Communiste du Népal (Unity Centre-Masal) en janvier 2009 (ce qui a amené à l'ajout du qualificatif « uni » au nom du parti). Tout en se réclamant du maoïsme et en affirmant agir clandestinement, ce petit parti est resté à l'écart d'un engagement dans la guerre populaire. En contrepartie de la fusion, certains de ses cadres ont été promus à des postes importants dans l'UCPN(M) au sein duquel ils se sont alliés avec l'aile droite.

Zigzag

Une évaluation rigoureuse de l'évolution de l'UCPN(M) doit prendre en compte le développement de ce parti pendant la guerre populaire. La fraction autour de Kiran date la dégénérescence du parti de la période ouverte en 2006, en indiquant qu'en alliant les maoïstes avec les partis parlementaires et contre le roi, Bhattarai et Prachanda se ralliaient déjà à la « démocratie bourgeoise ». Selon Biblap, ils ont depuis toujours agi comme des « agents de la démocratie capitaliste parlementaire » [14]. Cette approche ignore en particulier le rôle de l'Inde, des États-Unis et des Nations Unies qui ont tenté d'attirer les maoïstes dans le « courant démocratique dominant » à coup d'incitations financières, de projets d'aide et de pressions politiques. Cette approche réduit également les problèmes politiques de l'UCPN(M) à une orientation subjective de Prachada et Bhattarai. Mais la base de cette orientation est plus profonde. Par exemple, une large part du succès de l'UCPN(M) pendant la guerre populaire, est due à la construction d'une large coalition regroupant des masses importantes de Népalais pauvres et opprimés. Cette coalition était fondée pour l'essentiel sur un programme démocratique bourgeois et après l'accord de paix d'importants secteurs se sont séparées de la coalition, particulièrement parmi les « fronts de libération nationale ».

Une orientation droitiste s'est incontestablement développée à l'intérieur de l'UCPN(M) après 2006 en se construisant sur une stratégie, formulée par Bhattarai et Prachanda, qui accepte la nécessité de l'étape capitaliste préliminaire. Trois moments clefs ont marqué le développement de cette orientation droitiste. Le premier a été, en mai 2009, la première coalition menée par l'UCPN(M) et dissoute après l'échec de Prachanda dans sa tentative en tant que Premier ministre, de prendre le contrôle de l'armée népalaise. À bien des égards, l'armée est une force indépendante dans le paysage politique népalais et avant l'abolition de la monarchie elle était le principal soutien du roi. L'Armée royale du Népal (Royal Nepalese Army) n'a jamais été défaite par les maoïstes, la maison royale l'a longtemps tenue à l'écart des opérations contre les insurgés, laissant la plupart des

combats aux forces armées de la police [15]. Après la signature de la paix, près de 20 000 maoïstes ont été consignés dans une douzaine de cantonnements. À la remise des clefs fin 2011, ils ont conservé l'accès à leurs armes qui étaient enfermées dans des armoires surveillées par les Nations Unies. Mais l'Armée populaire n'était en aucun cas un adversaire militaire pour l'Armée royale : face à 20.000 combattants maoïstes disposant d'à peine plus de 3.000 armes (souvent de piètre qualité) l'armée gouvernementale était forte de plus de 90.000 soldats entraînés par la Grande-Bretagne et l'Inde et armés par les États-Unis et ultérieurement par la Chine [16]. Biplap, Gaurav et Kiran critiquent maintenant avec véhémence l'approche parlementaire de Baburam et Prachanda mais cette approche est le fruit d'une évaluation des forces en présence après la signature de la paix.

Bhattarai et d'autres dirigeants de l'UCPN(M) ont élaboré un plan compliqué pour neutraliser l'Armée royale et « casser Katmandou ». Ils ont d'abord formé une alliance avec les partis parlementaires et leurs alliés, après que ceux-ci aient été privés de leurs droits par le roi s'accrochant au pouvoir en 2005. Cette alliance a obtenu le soutien de l'Inde, un des facteurs déterminants dans la politique du Népal en raison de l'irritation de New-Delhi devant l'orientation de plus en plus prochinoise du roi. Les États-Unis ont mis plus de temps à accorder leur soutien : après le 11 septembre, les maoïstes étaient catégorisés comme « terroristes » et les États-Unis insistaient sur la nécessité pour les partis politiques dominants et le roi, de s'unir contre eux. Cependant, comme il devenait évident que le maintien du roi au pouvoir n'avait fait qu'intensifier la crise et qu'il était dans l'incapacité de faire face au danger, les États-Unis se sont résolus à soutenir contre le roi les partis parlementaires de « l'Alliance des Sept Partis » et les maoïstes. Comme elle l'espérait, cette alliance a réussi à démettre le roi.

Le deuxième pas pour les maoïstes aurait été la neutralisation de l'armée. L'entrée de l'UCPN(M) dans la politique parlementaire a été justifiée en tant qu'élément de ce plan : sous couvert d'une entrée dans le système parlementaire, les maoïstes augmenteraient leur assise dans les villes, d'abord à Katmandou, et prépareraient une insurrection urbaine contre laquelle l'armée serait impuissante. Selon les termes de l'accord de paix, les combattants de l'Armée populaire devaient rester stationnés dans des cantonnements supervisés par l'ONU et recevoir une solde. Nombreux de ces combattants n'ont cependant pas rejoint les cantonnements mais se sont organisés dans la Ligue de la Jeunesse Communiste (YCL). L'YCL devait être le noyau des forces du combat urbain, avec l'aide éventuelle de combattants de l'Armée populaire qui, à tout moment, pouvaient quitter leurs cantonnements et récupérer leurs armes.

Pendant la guerre populaire, l'UCPN(M) a habilement utilisé ses opposants l'un contre l'autre : la maison royale contre le parlement, l'Inde contre la Chine, les États-Unis contre l'Inde. Le zigzag qui consiste à pencher d'un côté à un moment, puis de l'autre au moment suivant, a été dénommé le « chemin de Prachanda », une adaptation du maoïsme par l'UCPN(M). L'entrée du parti dans la politique parlementaire, comme le réclamait la direction, était uniquement un nouveau pas sur ce chemin. Même l'intégration des combattants de l'Armée populaire dans l'armée gouvernementale a été présentée aux radicaux comme une partie du plan de prise du pouvoir : après l'intégration, la guérilla maoïste devait créer une agitation dans les rangs de l'armée et être en capacité de saboter les opérations de l'armée. Sur ce point précis, la manœuvre des maoïstes a été déjouée. L'Inde souhaitait voir une intégration uniquement symbolique de quelques milliers de maoïstes dans ce qui était maintenant appelé l'Armée Nationale [17]. L'Inde avait évidemment perçu le risque d'une subversion fomentée par l'ancienne guérilla à l'intérieur de l'Armée. New Delhi, comme Washington, avait espéré que les maoïstes subirait une défaite aux élections de 2008 et voyait dans cette défaite un moyen de les confiner dans la politique parlementaire [18]. Après la victoire électorale inattendue de l'UCPN(M), un nouveau combat s'est ouvert sur le choix de celui qui allait devenir le premier Président de la nouvelle république — une position cruciale car, en tant que remplaçant du roi, le président allait devenir le chef des armées. La compétition s'est ouverte entre le candidat

maoïste et Ram Raja Prasad Singh, le candidat de la NC et de l'UML. Avec le soutien de tous les partis conservateurs unis derrière lui, Ram Raja Prasad Singh remporta l'élection. L'armée provoqua alors une confrontation avec le Premier ministre Prachanda en refusant catégoriquement de procéder à l'intégration des combattants maoïstes, prévue par l'accord de paix. Au lieu de cela, l'armée poursuivit le recrutement.

Prachanda tenta alors de démettre de ses fonctions le chef de l'armée Rookmangud Katawal au motif de la violation de l'accord, qui stipulait la diminution des effectifs de l'armée au niveau antérieur à la guerre civile et l'intégration des combattants. Cependant, le président, en tant que commandant officiel de l'armée, rétablit Katawal et en mai 2009 Prachanda démissionna. À l'instar de ce qui s'était passé lors de l'élection du président, sous la houlette de l'Inde, une grande coalition anti-maoïste se mit en place et le dirigeant de l'UML Madhav Kumar Nepal fut nommé Premier ministre. En 2009 et 2010, l'Inde fournit un soutien déterminant au gouvernement de ce Premier ministre qui avait perdu dans deux circonscriptions lors des précédentes élections.

Les maoïstes ne purent revenir à la tête de l'État qu'après la dissolution de l'Armée populaire. Cet épisode révéla leur relative faiblesse dans la politique institutionnelle et la capacité des classes dirigeantes du Népal et de leurs représentants de préserver leur unité [19].

Ces événements menèrent au second point tournant, la grève générale et l'échec du soulèvement de mai 2010. La grève générale de mai 2010 devait provoquer le renversement du gouvernement, la formation d'un nouveau gouvernement sous direction maoïste et marquer une nouvelle étape dans la révolution. Après la démission de Prachanda, l'UCPN(M) commença à mobiliser ses partisans pour ce qui était présenté comme « l'étape finale pour renverser le gouvernement ». Les maoïstes espéraient que la crise politique et l'absence évidente de légitimité du Premier ministre Madhav Nepal agiraient en leur faveur et faciliteraient l'organisation d'une mobilisation contre le gouvernement. Il faut noter qu'au Népal une grève ou bandh ne se limite pas à un arrêt de travail, mais qu'elle comprend souvent le blocage de routes et la paralysie de toute activité économique. Pour cette grève, les partisans des maoïstes rejoignirent Katmandou depuis les campagnes avec pour instruction de se préparer à une lutte longue et dure. Cependant la grève fut un échec, alors que de nombreux militants de la gauche du parti espéraient qu'elle allait permettre une insurrection attendue depuis si longtemps et la prise du pouvoir. Après quelques jours d'extrême tension et des heurts à Katmandou, la direction de l'UCPN(M) appela à la fin de la grève [20].

Lors de l'évaluation de la grève en novembre, les divisions internes au parti ont pris un caractère insurmontable. Pour la première fois, Prachanda fut incapable de produire une déclaration politique susceptible de rallier toutes les fractions. La gauche du parti reprochait le manque de volonté de la direction et l'arrêt de la lutte. Ses militants proclamaient que la grève aurait pu être plus forte et qu'elle avait été affaiblie par la première concession des maoïstes qui consistait à démanteler leurs structures de pouvoir parallèles dans les campagnes, les « gouvernements populaires » de l'UCPN(M), comme cela avait été ratifié par l'accord de paix. L'UCPN(M) réaffirma son orientation en direction de la prise du pouvoir, mais pour l'aile gauche il ne s'agissait que de paroles en l'air.

L'aile droite du parti semble avoir tiré des conclusions radicalement inverses de cette expérience. Pour elle, la grève a montré la fragilité du soutien au parti et l'incapacité de gagner dans une confrontation directe avec l'État. Des rapports ont indiqué que des partisans des maoïstes commencèrent à quitter la ville après quelques jours à peine, sans avoir compris le caractère ni le but du mouvement (de nouvelles élections, un nouveau parlement ? ou la révolution ?) et se plaignant d'avoir été contraints de participer au mouvement et de s'exposer au risque d'une confrontation avec l'armée. Les maoïstes ont manifestement fait une erreur en planifiant le mouvement juste au début de la saison de plantation, incitant ainsi nombre de leurs partisans paysans à quitter le mouvement pour rentrer chez eux [21]. L'UCPN(M) accepta alors la tenue de

nouvelles élections, qui portèrent Bhattarai au pouvoir. Mais le prix de cette victoire fut la signature d'une série de nouveaux accords qui soumettaient le gouvernement à une politique économique libérale, basée sur l'investissement étranger [22]. D'autres accords érodèrent encore plus le soutien à l'UCPN(M) avec la dissolution de l'Armée populaire de libération et la restitution à leurs « propriétaires légaux » de terres qui avaient été saisies par les paysans pendant la guerre civile.

En même temps, Prachanda était dans les derniers mois au centre de différents scandales, incluant l'utilisation de l'argent public par son fils, habitué de la jet-set, et l'achat d'une luxueuse maison dans la partie la plus chère de Katmandou. Ce ne sont pas les seuls scandales qui ont éclaboussé l'UCPN(M). Depuis des années l'aile gauche du parti se plaignait de la corruption des cadres et avait plusieurs fois poussé la direction à organiser des actions anti-corruption [23]. D'autres scandales impliquant des anciens combattants de l'Armée populaire, sont également apparus au grand jour. Comme indiqué précédemment, tous n'avaient pas rejoint les cantonnements. Les combattants avaient reçu la promesse que leur solde serait mise de côté pour eux, mais une grande quantité d'argent était « manquante ». Ces scandales n'ont pas seulement heurté les partisans des maoïstes dont la popularité s'était largement accrue parmi la population pauvre du Népal pendant la guerre civile grâce à leur engagement et à leur mode de vie simple. Ils ont également provoqué des conflits à l'intérieur du parti avec des confrontations entre les groupes pro et anti Prachanda de l'ancienne Armée populaire de libération [24].

Sans armée le peuple ne possède rien [25]

La restitution des clefs des armoires d'armement en septembre 2011 a été le troisième moment décisif de l'évolution de l'UCPN(M). Après la dissolution des zones de base dirigées par l'UCPN(M) ainsi que des gouvernements populaires locaux et la restitution des terres saisies, le désarmement et la dissolution de l'Armée populaire ont été vus, par l'aile gauche du parti, comme la capitulation finale de la direction face à la structure de pouvoir en place. Il était clair que cette dissolution ne faisait en aucun cas partie des manœuvres tactiques décrites plus haut : contre les vœux des maoïstes, seule une partie de leurs combattants fut intégrée dans l'Armée nationale. Après leur intégration, les anciens chefs de la guérilla furent séparés de leurs hommes qui pour leur part furent dispersés dans diverses unités. Et seule une petite partie, environ 3.000 hommes, des anciens combattants de l'Armée populaire, furent intégrés après que le gouvernement ait fait la proposition de démission contre une compensation et un retour à la maison, plus attractive que les conditions d'intégration. De nombreux anciens guérilleros ne reçurent même pas d'arme et obtinrent simplement des emplois non armés de gardes forestiers ou équivalents. Au lieu d'une Armée populaire portant la subversion au sein même de l'armée, les maoïstes se dissolvaient dans une Armée nationale beaucoup plus importante [26].

Il faut accorder une attention particulière au rôle joué par l'ONU et les ONG internationales dans ce processus global. La Mission des Nations Unies au Népal (UNMIN) a été déterminante dans l'établissement de la première coopération entre les partis parlementaires et les maoïstes et par la suite dans la démobilisation et le désarmement de l'Armée populaire. La direction maoïste adhéra au programme onusien de Désarmement-Démobilisation- Réintégration et l'ONU favorisa la satisfaction d'exigences plus modérées formulées par les maoïstes : l'abolition de la monarchie et la participation politique de groupes marginalisés comme la caste inférieure des Dalits et des minorités nationales.

Il y a peu de chances que le courant majoritaire de l'UCPN(M) change d'orientation. Baburam Bhattarai a été explicite en indiquant que le Népal a besoin de passer par une génération complète de développement capitaliste et Prachanda a déclaré que l'exemple suisse est un rêve pour le

Népal [27]. Alors même qu'auparavant l'UCPN(M) revendiquait de faire du Népal la « base avancée de la révolution mondiale », il conjure maintenant les maoïstes indiens de renoncer à la lutte armée. Alors que naguère le gouvernement chinois était attaqué en tant que traître au maoïsme (et allié du roi dans la phase ultime de la guerre civile), des membres de l'UCPN(M) font maintenant du tourisme dans le pays à l'invitation de bureau des relations extérieures de PC chinois et écrivent des comptes rendus dithyrambiques de leurs voyages [28]. Plus significatif encore, la dissolution du premier gouvernement populaire et ensuite de l'Armée populaire, a mis fin à la situation de double pouvoir créée pendant la guerre populaire. La « fraction rouge » de l'UCPN(M) affirme que Prachanda et Bhattarai réduisent effectivement l'UCPN(M) au rang d'un parti parlementaire parmi les autres — caractérisé par son expérience relativement faible dans le modèle électoral népalais et avec peu d'influence du clientélisme. L'intégration en cours des dirigeants de l'UCPN(M) dans la politique traditionnelle de Katmandou a également aliéné nombre de leurs partisans. Les manœuvres du parti ont provoqué la colère de ses partisans les plus radicaux à qui on a si souvent demandé de faire preuve de patience et de se préparer à une insurrection qui n'est jamais venue. Naguère encensé par ses partisans comme le plus grand stratège léniniste vivant, Prachanda voit maintenant son effigie régulièrement brûlée par des militants maoïstes dissidents.

Un pas en avant ?

Quoi que chacun puisse penser de l'échec de l'orientation de Bhattarai et de Prachanda et de leur trajectoire actuelle, leur stratégie d'après 2006 fut une tentative sérieuse de réponse à la question difficile de savoir comment faire une révolution dans un pays extrêmement sous-développé et dominé tel que le Népal, « pris comme une noix entre deux pierres » (la Chine et l'Inde). Ces dernières années l'UCPN(M) a développé une sorte de maoïsme remarquablement souple et ouvert, partisan de la démocratie et du multipartisme et qui élargit son horizon idéologique en s'appuyant sur des figures naguère interdites telles que Rosa Luxemburg. Bhattarai a même cité Trotsky positivement, ce qui a choqué les maoïstes orthodoxes.

Un exemple de la capacité de changement de l'UCPN(M) a été son évolution par rapport à l'homosexualité. Pendant la guerre, le parti dénonçait l'homosexualité en tant que signe de la « décadence bourgeoise » et après l'accord de paix les maoïstes harcelaient les LGBT. A la suite d'une critique interne et externe, l'UCPN(M) a réévalué sa position et, pendant sa direction du gouvernement népalais, a défendu les droits légaux des minorités sexuelles sur le plan national et sur le plan international. En 2008 les relations homosexuelles ont (enfin) été dépénalisées et en 2011, dans une première internationale, le Népal a officiellement reconnu un troisième genre (comme d'autres pays d'Asie du Sud, le Népal a une longue tradition de communautés du troisième genre qui ont pourtant toujours été très marginalisées) [29].

D'autres exemples du caractère véritablement progressiste du mouvement conduit par l'UCPN(M) sont évidemment l'abolition de la monarchie et du caractère Hindou de l'État, mais également le rôle accru des femmes dans la vie publique et politique. La Constitution provisoire stipule un taux de représentation de 33 % de femmes au parlement et les maoïstes ont de loin la plus grande proportion de femmes parlementaires. Le parti a longuement milité contre les mariages arrangés, la violence conjugale et pour les droits des femmes [30]. Mais si significatifs que ces avancées puissent être, elles ne mettent pas fin à la pauvreté écrasante dans les campagnes, ni ne jettent les fondations d'un ordre économique plus égalitaire.

L'aile gauche de l'UCPN(M) bénéficie d'un soutien significatif et revendique l'adhésion à ses thèses d'environ un tiers de la base du parti et des législateurs. Mais pour le moment, cette aile gauche semble disposer de peu de perspective pour faire avancer la lutte. Elle redit que la prochaine étape

doit être la prise du pouvoir tout en admettant cependant que l'UCPN(M) est aujourd'hui plus faible qu'il y a six ans. La seule alternative qu'apparemment elle propose, est le retour à la guerre populaire et la reconstitution de l'Armée populaire de libération et des gouvernements populaires. Confrontée à ce qu'elle appelle « la trahison des fractions de Bhattarai et de Prachanda », elle revient aux stratagèmes et aux concepts maoïstes classiques. Mais après dix années de guerre, l'obtention de certaines concessions démocratiques et la perspective de futures et lucratives intégrations dans les réseaux clientélistes, le goût de la guerre s'est sérieusement atténué dans l'ancienne coalition pro-maoïste des paysans et des minorités nationales. L'insatisfaction parmi les partisans de l'UCPN(M) est susceptible de s'accroître, libérant de la place pour une nouvelle gauche mais si l'histoire récente du Népal a montré une chose, c'est que les anciennes formes de pensée ne sont plus suffisantes.

P.-S.

Paru dans Inprecor

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=1348>

Notes

[1] Voir par exemple l'éditorial publié par l'écrivain népalais Manjushree Thapa, « Writer's block in Nepal », Deccan Chronicle, édition du 30 mai 2012. Disponible sur ESSF (article 25555)

[2] Achin Vanaik, « Nepal — The new Himalayan republic », New Left Review 49 (2008) pp. 47-72 donne une excellente vue d'ensemble des développements jusqu'alors.

[3] L'attitude de l'UML envers les maoïstes a été extrêmement opportuniste et incohérente. Dans les premiers jours de l'insurrection, l'UML les considérait en amis, leur fournissant même des fonds pour affaiblir le plus important rival, le Parti du Congrès (NC). (Krishna Hachhethu, « The Nepali State and the Maoist Insurgency, 1996 - 2001 » in : Michael Hutt : Himayalan People's War. Nepal's Maoist Rebellion (Bloomington 2004) p. 66). L'UML a commencé à les qualifier de « fascistes » après qu'ils soient devenus un puissant acteur politique au Népal (Pradip Nepal, « The Maoist Movement and its Impact in Nepal », in : Arjun Karki and David Seddon ed., The People's War in Nepal. Left Perspectives (New Dehli 2003) p. 427) et a rejoint le NC et les autres forces conservatrices pour bloquer le changement progressiste à travers l'Assemblée constituante.

[4] La stratégie d'une révolution en deux phases pour atteindre une société socialiste dans des pays sous-développés, fait partie du maoïsme orthodoxe. Le futur UCPN(M) faisait partie du Mouvement révolutionnaire international, qui a insisté sur le caractère transitoire de la nouvelle révolution démocratique et sur la nécessité d'une orientation socialiste.

[5] Le document « Present Situation & Our Historical Task », adopté par le Comité Central du parti en juin 2003 (<http://www.ucpnm.org/english/doc9.php>) décrit comment après la prise du pouvoir étatique, il sera nécessaire d'institutionnaliser « les droits des masses d'installer un parti ou une direction révolutionnaire alternative à la tête de l'État ». La discussion est approfondie dans l'ouvrage de Baburam Bhattarai, Teach-in (Nepal) : The Question of Building a New Type of State », The Worker. Organ of the Communist Party of Nepal (Maoist) 9 (2004). Il faut noter que dans les articles de nombreuses formulations sont ambiguës, permettant l'exclusion du parti du pouvoir s'il échoue à mener la révolution en avant. Quelle est l'instance habilitée à décider que le parti subit un échec ? Rien ne l'indique. Après la signature de l'accord de paix, les maoïstes ont

poursuivi les enlèvements d'opposants et les tentatives d'intimidation des travailleurs des médias (Sebastian von Einsiedel, David M. Malone et Suman Pradhan ed., « Conclusions » in : Nepal in Transition. « From People's War to Fragile Peace », Cambridge 2012, p. 372), éveillant plus de doutes sur l'engagement démocratique des maoïstes.

[6] Aditya Adhikari, « Revolution by Other Means : The Transformation of Nepal's Maoists in a Time of Peace », in : Sebastian von Einsiedel, David M. Malone, Suman Pradhan, op. cit.

[7] Devendra Raj Panday, « The Legacy of Nepal's Failed Development » in : Von Einsiedel, Malone, Pradhan, op. cit.

[8] Nepal Human Development Report 2001.

[9] Une large partie du succès de l'insurrection est due à l'existence de groupes importants de minorités désavantagées. Gilles Boquérat, « Maoism and the Ethnic Factor in the Nepalese People's War » in : Laurent Gayer, Christophe Jaffrelot ed., Armed Militias of South Asia. Fundamentalists, Maoists and Separatists, London 2009, et Marie Lecomte-Tilouine, « Ethnic Demands within Maoism : Questions of Magar Territorial Autonomy, Nationalism and Class », in : Hutt ed., Himayalan Peoples War.

[10] Dès avant la signature de l'accord de paix il utilisait cet argument, par exemple dans Baburam Bhattarai, « Monarchy vs. Democracy. The Epic Fight in Nepal », New Delhi 2005, p. 10.

[11] « Baidhya faction-led front unveils protest programme », The Himayalan, 23 mars 2012.

[12] Une interview du 22 avril 2012 de Basanta, membre du bureau politique de l'UCPN(M), partisan de la fraction dissidente, développe certaines de leurs vues sur les relations internationales, la démocratie, etc. La critique des maoïstes indiens concernant les vues de l'UCPN(M) sur la démocratie, la stratégie militaire et d'autres sujets, est disponible dans « Open Letter to Unified Communist Party of Nepal (Maoist) from the Communist Party of India (Maoist) », 20 juillet 2009.

[13] Un ancien partisan de l'UCPN(M) parle du développement du parti après 2006 dans Roshan Kisson « The Great Deception in Nepal », 6 septembre 2011.

[14] Red Front Article - The Challenge for the Nepalese Revolution by Netra Bikram Chand "Biplab".

[15] Von Einsiedel, Malone, and Pradhan ed., « Conclusions », op. cit.

[16] Au Népal nombreux sont ceux qui pensent que les maoïstes n'ont pas remis la totalité de leurs armes à l'UNMIN. Les maoïstes ont également maintenu certains combattants de l'Armée populaire à l'extérieur des cantonnements tout en laissant des non-combattants se faire enregistrer comme anciens combattants. Cependant, les analystes militaires s'accordent sur le fait que l'Armée populaire disposait de plus de membres que d'armes. S. D. Muni, « Bringing the Maoists down from the Hills : India's Role » in : Von Einsiedel, Malone, and Pradhan, op. cit.

[17] Prashant Jha, « A Nepali Perspective on International Involvement in Nepal », in Von Einsiedel, Malone, and Pradhan, op. cit., p. 337.

[18] Jha, « A Nepali Perspective », p. 338.

[19] S. Muni, « Bringing the Maoists down from the Hills » montre comment l'Inde a conservé son rôle de « big Brother » par rapport au Népal et comment les États-Unis ont « transmis la gestion » des maoïstes à New Delhi.

[20] Muma Ram Khanal, « Nepal : The Maoist général strike and its limits », Counterfire, 6 mai 2010.

[21] Red Marriot, « The predictable rise of a red bourgeoisie : the end of a mythical Nepalese Maoist "revolution" », <http://libcom.org/news/predictable->.

[22] Le traité bilatéral de promotion et de protection des investissements (Bilateral Investment Promotion and Protection Agreement - BIPPA) qui protège les investissements indiens a été particulièrement controversé.

[23] Le document « Present Situation & Our Historical Task » fait mention de plaintes contre la rapide détérioration de la conduite prolétarienne et du style de fonctionnement du parti.

[24] La désillusion et le sentiment de trahison sont largement répandus parmi les anciens combattants et développés dans de nombreux articles. Parmi lesquels : « Where is our deposit money, comrades ? », MyRepublica. 7 décembre 2011, « The Disillusioned Soldier », Aljazeera 30 novembre 2011, « Combattants Farewell : Violence as party demands fighters' cash », Ekantipur 6 février 2012. Le nouveau style de vie de Prachanda est décrit dans : Dean Nelson, « Nepali Maoist leader adopts millionaire's lifestyle », The Telegraph 30 janvier 2012.

[25] La citation est de Mao Zedong.

[26] « 3129 for intégration », MyRepublica, 20 avril 2012.

[27] Zhou Shengping, Xinhuenet, 6 novembre 2011

[28] Dhruba Parajuli, « Unique Experience, Unfulfilled Desires », Progress 1 (2012).

[29] Gary Leupp, « Maoist Homophobia ? Troublesome Reports from Nepal », Counterpunch, 23 avril 2007 ; Sudeshna Sarkar « Nepal Maoists to stand up for gay rights in UN », décembre 2011 ; Doug Ireland, « Nepal's First Gay MP Speaks — Nation's Two Largest Political Parties Embrace LGBT Rights, 8 mai 2008, est une interview de Sunil Pant, le militant le plus connu de la défense des droits des LGBT au Népal, dirigeant de la Blue Diamond Society, l'organisation des droits des LGBT et député d'un des nombreux petits partis communistes du Népal, le Parti Communiste Uni.

[30] Mandira Sharma et Disnesh Prasain, « Gender Dimensions of the People's War : Some Reflections on the Experiences of Rural Women », in : Hutt ed., 'Himayalan People's War', décrit comment les maoïstes ont réussi à obtenir le soutien de nombreuses femmes avec des campagnes comme celles-ci. Une voix remarquable et respectée pour les droits des femmes au sein de l'UCPN(M) est Hisila Yami (alias « camarade Parvati »). Yami est une des dirigeantes de l'UCPN(M) qui a longtemps défendu l'importance des droits des femmes dans le mouvement révolutionnaire tout en critiquant le sexisme existant dans le mouvement maoïste. Hisila Yami, « Peoples War and Women's Liberation in Nepal », Chhattisgarh 2006.